

**CIBLE**

## Fractures

**U**ne enquête publiée par *Le Monde* fait état de fortes tendances au rejet de la mondialisation, de la classe politique, des journalistes, de la religion musulmane tandis que s'affirme le besoin d'ordre, d'autorité et de protection.

Ces résultats ont provoqué des commentaires caricaturaux. Les réactions enregistrées seraient à mettre dans le grand sac du « populisme » et les mauvaises pensées exprimées seraient provoquées par le Front national : alors que ce parti est l'une des conséquences de la crise de la société française, il devient la cause des comportements incorrects. Superbe promotion dont Marine Le Pen s'est immédiatement réjouie !

Comme d'habitude, les dirigeants politiques et les directeurs de l'opinion publique se sont contentés de fustiger une France régressive, crispée, puérile... Ils ne comprendront jamais que leur mépris alimente une colère moins populiste que populaire. Ils continueront de célébrer le libre-échange, l'euro et leur Europe. Ils ne cesseront de communiquer et d'agir comme si aucune révolte ne pouvait les atteindre.

## FLEXIBILITÉ

# Recul du droit social

Rothschild

**Une banque  
au pouvoir**

p. 6-7

Automobile

**Renault  
en crise**

p. 3

# Les élites françaises et la Nation

**À la suite de nombreuses réactions au départ des *exilés fiscaux*, des interprétations historiques ont été faites qui méritent à tout le moins quelques contradictions. Il s'agit de l'émigration révolutionnaire et du rapport qu'entretenaient les élites françaises de l'Ancien Régime avec l'idée de nation. Quelques éléments.**

**L**a noblesse et l'émigration. On peut noter à bon droit que les premiers émigrés ont quitté la France pour sauver leur mode de vie, mais il n'en va pas de même pour les vagues successives d'émigration qui suivent le tournant de 1791-1792. En effet, outre le fait que la majorité des émigrés n'étaient pas des aristocrates, beaucoup d'entre eux cherchaient alors simplement à sauver leur peau. J'en veux pour preuve que l'écrasante majorité a rejoint le pays dès que cela leur a été permis. D'autres ont payé, même en 1799, d'un passage devant le peloton d'exécution leur ardent désir de rejoindre leur patrie.

Beaucoup d'entre eux avaient porté les armes contre la France mais en général plus par dépit et incompréhension de ce qui se passait, que par franc plaisir. J'en veux pour preuve les lettres laissées par le duc d'Enghien avant qu'il ne soit bêtement exécuté.

J'ajoute qu'un très petit nombre de familles, moins d'une quinzaine, n'ont pas regagné la France lorsque les différents gouvernements leur en ont offert la possibilité. Elles ont choisi de demeurer en exil et de faire allégeance à un souverain étranger mais là encore, la plupart du temps, ce sont des données purement personnelles qui sont entrées en jeu et assez peu d'éléments strictement politiques.

**Les élites de l'Ancien Régime et la Nation.** Avant la révolution, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles durant les guerres de religion et la Fronde, de nombreux nobles français ont par pur opportunité politique fait le choix de s'allier aux ennemis de la France, dans les deux cas aux Espagnols. D'autres, tel Mazarin se voient reprocher leur opportunisme et leur simple ambition d'être parmi ceux qui comptent et dirigent en France.

La Fronde correspond à l'affrontement ultime d'un pouvoir allant vers la centralisa-

tion et d'une noblesse qui voulait compter à l'instar de la britannique. Deux des principaux chefs militaires de l'époque peuvent encourir l'accusation d'avoir trahi leur nation : Condé et Turenne. Il est exact que l'attitude de Turenne a beaucoup dépendu du sort que l'on réservait à son frère aîné, Prince de Sedan et donc souverain étranger. Pour autant, cela ne l'a pas empêché de se ranger finalement du côté du roi. Le cas de Condé est assez différent. L'ego de ce stratège de premier ordre s'accommodait assez mal de la subordination et en outre les liens qu'il entretenait avec sa *coterie* sont de première importance et là aussi fort éloignés d'une claire vision politique.

Pour ce qui concerne Mazarin, il y a durant sa carrière quelque chose de notable, c'est que même au temps où il servait les Barberini, ceux-ci étaient les tenants des intérêts français et Mazarin n'a eu de cesse de servir Louis XIII bien avant

de rejoindre la France. Je note aussi que selon ses propres écrits, sa naturalisation a été le sommet de sa vie. Ce n'est pas par pur calcul que Mazarin s'est **donné** à la France pour devenir l'un des plus grands hommes d'État que ce pays ait connu.

**Louis XIV autant espagnol que français ?** En terme de généalogie, cela peut se défendre mais au plan juridique il en va tout autrement. On doit rappeler qu'une princesse étrangère épousant un Français perdait sa nationalité dès qu'elle passait la frontière de notre pays. Lorsque naît Louis XIV, il y a vingt-cinq ans qu'Anne d'Autriche n'est plus espagnole et son attitude durant sa régence le démontre clairement même si l'on peut déplorer qu'au temps de sa jeunesse ce n'ait pas été le cas.

**Guerre de Cent ans : la nation contre le roi ?** Dans l'historiographie de la III<sup>e</sup> République, encore bien prégnante, il est convenu de considérer que Jeanne d'Arc représentait la première contre le second. Bien au contraire, la nation et le roi font un. Jeanne d'Arc s'était fixé deux missions : libérer Orléans et faire sacrer Charles VII à Reims. Je rappelle que le principe dynastique et la légitimité qui en découle sont du côté de Charles contre, déjà, un accord international, le traité de Troyes, qui va totalement à l'encontre des lois fondamentales du royaume. Jeanne d'Arc est l'élément politique qui a permis le sursaut parce qu'en cette période très superstitieuse, il s'est trouvé des gens à la cour pour utiliser politiquement le phénomène.

Pascal BEAUCHER

**royaliste**   
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHOLD REINOVIN

SOMMAIRE : p.2 : Les élites françaises et la Nation - p.3 : Renault en crise - p.4 : Un accord "préhistorique" - p.5 : L'Europe de 2017 - p.6/7 : La puissance et surtout pas la gloire - p.8 : Opération Harmattan - L'histoire contre les fantasmes - p.9 : La crise sans fin - p.10 : Un jardin en Provence - Riche idée ! - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : La guerre au Mali.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)

six mois (30 €)

un an (50 €)

soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Renault en crise

**Les temps sont affreux pour l'industrie automobile française. Après Peugeot, c'est maintenant Renault qui fait les frais de la crise de l'industrie automobile dans notre pays. Peut-on n'incriminer que la conjoncture ou doit-on compléter le tableau en traitant de la stratégie du constructeur et de son PDG, Carlos Ghosn ?**

Renault tient une place particulière dans l'industrie française, comme dans la politique et l'imaginaire français. Il est loin le temps où ses illustres dirigeants - Pierre Le Faucheur à la Libération puis Pierre Dreyfus - en faisaient le premier constructeur français et l'un des premiers d'Europe. Ces jours-ci, l'image n'est plus si belle : la crise et la vague prévue de 7 500 suppressions de postes. On les maquillera comme on voudra mais les faits sont là : rien ne va plus chez Renault depuis quelques années déjà et à terme, l'existence même du constructeur pourrait se voir remise en cause.

Évacuons d'abord ce qui relève de la conjoncture. Le marché européen en général, et le français en particulier n'est plus un marché d'équipement mais un marché de remplacement. On peut penser que la variation du nombre total de véhicules sera désormais peu ou prou proportionnel à l'augmentation de la population en âge de conduire, et cela au mieux. Compte tenu des immenses capacités de production, se pose le problème des débouchés extérieurs. Que ce soit aux États-Unis dans les années 80 ou en Asie depuis les années 2000, le succès n'est pas au rendez-vous. Donc marché intérieur en chute et mévente à l'étranger égale crise. Simple. Mais peut-être pas suffisant. Avec une telle conjoncture, pareille pour tous, il est toutefois de brillantes exceptions : Volkswagen ne s'est jamais si bien portée...

Depuis quelques années, la stratégie de Carlos Ghosn était limpide : montée en gamme, amélioration de la qualité, hausse des marges et un supplément médiatiquement riche : la voiture électrique. Résultat : échec du haut de gamme (cuisant), vieillissement de la gamme, résultats en berne et retards de plus en plus accentués pour l'électrique qui n'était projet que de façade. Brillant. Dix ans que cela dure et monsieur Ghosn est toujours là. Passons. Provisoirement.

Pire que cela, ce qu'il n'avait pas prévu comme un succès est un triomphe, peut-être à cause de cela d'ailleurs. En rachetant les usines branlantes de Dacia en Roumanie il n'était nullement question de voir cette marque revigorée se montrer capable de tailler des croupières à la maison mère sur son propre territoire... Donc, on peut raisonnablement penser que notre PDG n'a rien d'un stratège et qu'il est en plus un piteux tacticien.

**Arrêtons-nous sur ce fait :** les stratégies du type Dacia constituent pour les constructeurs la meilleure réponse pour un marché d'équipement d'un pays pauvre. Ce n'est pas moi qui le dit, c'est ce qui est proclamé, en plus feutré je vous l'accorde, par les constructeurs eux-mêmes. L'entrée de Dacia en Europe occidentale ne devait être qu'anecdotique. Il n'est qu'à regarder sur nos routes aujourd'hui pour s'apercevoir de la vanité de cette prévision. Conclusion : la France est devenue un pays pauvre. Si la France est un pays pauvre cela signi-

fie que les salaires ne sont plus suffisants pour que le principe d'Henry Ford se montre encore d'actualité. Carlos Ghosn, roi de la guerre aux coûts, surtout salariaux, devrait comprendre cette chose simple.

Peu social en diable, le sieur Ford avait réussi à convaincre ces confrères industriels d'une stratégie évidente : si vous voulez vendre de plus en plus, le moyen est simple : payez suffisamment vos ouvriers pour qu'ils aient les moyens d'acheter vos produits. Lumineux. Non ?

Pas tant que cela apparemment puisque le modèle déflationniste est en vogue dans certains esprits aujourd'hui. L'idéologie est au rétrécissement des salaires pour augmenter la rentabilité. Pour avoir une rentabilité, ne serait-ce que bonne, il faut réussir et donc avoir une stratégie victorieuse. Ce qui nous ramène à Carlos Ghosn. Ce monsieur perd depuis dix ans avec Renault mais gagne sur la même période avec le fleuron du groupe : Nissan, plutôt en bonne forme grâce aux marchés asiatiques et américains. La question est simple : pourquoi garder monsieur Carlos Ghosn à la tête de Renault puisqu'il a échoué ? Tout esprit rationnel ne trouvera pas de réponse... industrielle.

**Parce que la raison est financière :** Ghosn est le promoteur et le garant de l'union avec Nissan qui permet au groupe de survivre actuellement. Les actionnaires et les financiers se moquent pas mal que Renault disparaisse si on leur sauve leur mise ailleurs. Ne sont guère sentimentaux ces gens-là.

Dites moi, messieurs Hollande, Ayrault et Montebourg : Vous avez bien dit : po-li-ti-que-in-dus-tri-elle ?

Charles GUÉMÉNÉ

## L'écho des blogs

**Sport, de la crise à la gangrène !**

Existe-t-il une activité qui échappe aux désordres de l'ultra-libéralisme ?

L'actualité récente du sport témoigne là aussi que la doctrine du libre échange, de la financiarisation extrême et de la dérégulation, est la source de scandales et du dévoiement au seul profit d'une infime minorité sociale de cette activité de loisir essentielle à l'épanouissement de tous.

Il fut un temps, maintenant éloigné, où le débat était vif entre les défenseurs du sport pour tous et les promoteurs du sport spectacle pratiqué par une petite élite pillant l'essentiel des financements apportés par les *sponsors*, les régies publicitaires, l'achat des retransmissions TV et beaucoup de subventions publiques. Il nous faut constater le consensus à gauche comme à droite pour que le système reste en l'état. Lire « *Delanoë ne veut pas payer le short d'Ibrahimovic.* » (1)

Pourtant il y a ces nombreux sportifs devenus célèbres, entraînés et formés pendant de longues années avec les deniers publics, qui font avec cynisme le choix, la réussite venue, de l'exil fiscal !

Et plus récemment, comment ne pas crier « **ça suffit !** » lorsque est mis à jour un système de tricherie généralisée qui voit les dirigeants de l'Union Cycliste Internationale et les directeurs d'équipe être accusés de complicité dans le dopage de *leur exceptionnel champion*, Lance Armstrong choyé depuis tant d'années de tous les présentateurs de télévision, des marques de *sponsors* et abreuvé d'argent public pour que le Tour de France traverse telle ville, tel département et telle région ! Lire « *L'UCI prévenait les coureurs suspectés de dopage, pour le bien du sport.* » (2) S'agit-il comme pour la désindustrialisation et le chômage de masse, la vulnérabilité des banques et la crise de l'euro de corriger seulement quelques règles pour que tout aille mieux ?

Non bien sûr, pour sauver le sport, c'est tout l'ensemble économique et social qu'il nous faut changer.

François ENNAT

(1) [http://www.lemonde.fr/sport/article/2012/12/13/delanoe-l-eclairer\\_1806165\\_3242.html](http://www.lemonde.fr/sport/article/2012/12/13/delanoe-l-eclairer_1806165_3242.html)

(2) [http://www.lemonde.fr/sport/article/2013/01/23/1-uci-prevenait-les-coureurs-suspectes-de-dopage-pour-le-bien-du-sport\\_1821388\\_3242.html](http://www.lemonde.fr/sport/article/2013/01/23/1-uci-prevenait-les-coureurs-suspectes-de-dopage-pour-le-bien-du-sport_1821388_3242.html)

# Un accord « préhistorique »

**Les partenaires sociaux sont parvenus, début janvier, à un accord intitulé « nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises, et de la sécurisation de l'emploi et des parcours professionnels des salariés ». Tout un programme qui parvient mal à dissimuler une nouvelle étape dans le démantèlement du code du travail.**

S arkozy en rêvait, Hollande l'a fait. Début 2012, l'ancien président de la République demandait aux organisations syndicales et patronales d'ouvrir une négociation interprofessionnelle sur les accords compétitivité-emplois. Faute d'avoir abouti avant l'élection présidentielle, les débats ont été interrompus. Durant la campagne électorale, le candidat Hollande et le Parti socialiste s'opposent vigoureusement à ce type d'accord dont la philosophie consiste à sauvegarder l'emploi par tous les moyens, y compris une baisse relative des salaires et un allongement du temps de travail.

Pourtant, le président nouvellement élu invite le patronat et les syndicats à reprendre la négociation en l'élargissant. L'objectif est à la fois de sécuriser l'emploi et d'accorder aux entreprises plus de flexibilité dans la gestion de leur personnel. Quatre mois de discussion permettent d'aboutir le 11 janvier à un accord que tous les protagonistes, à l'exception de la CGT et de la CGT-Force ouvrière, décident de signer, mais comme toujours dans ce type de négociation, les véritables moteurs sont le Medef, côté patronal, et la CFDT, côté syndical, qui ne sont plus des partenaires sociaux, mais des groupes de pression.

François Hollande voulait un accord **historique**. Il l'est - il est même **préhistorique** - dans la mesure où il constitue

une nouvelle étape dans le démantèlement du Code du travail. Le gouvernement et les signataires le présentent, au contraire, comme une avancée pour les travailleurs qui pourront bénéficier de nouveaux **droits** :

- une couverture complémentaire santé collective pour les quatre millions de salariés de très petites entreprises qui n'y ont pas accès à ce jour ;

- une taxation des contrats à durée déterminée de moins d'un mois pour éviter les abus ;

- des droits rechargeables à l'assurance chômage qui permettra à un salarié qui retrouve un emploi de conserver tout ou partie de ses droits s'il repasse par la case Pôle Emploi ;

- la possibilité offertes aux représentants des salariés de participer aux orientations stratégiques des entreprises.

Ce que les ministres, le Medef et la CFDT ne précisent pas, c'est que pour bénéficier de la complémentaire santé, les salariés devront attendre au minimum trois ans, le temps que les branches négocient ; ce qui fait dire à Jean-Claude Mailly, à juste titre, que « *la flexibilité, c'est maintenant, la sécurisation pour plus tard... peut-être.* » On ne précise pas non plus que la participation des salariés aux décisions ne concerne que très peu d'entreprises.

Côté flexibilité, le patronat gagne sur tous les tableaux. Il

obtient la déréglementation des licenciements économiques, qui pourront être mis en œuvre par accord d'entreprise, s'exonérant ainsi des règles encadrant les plans sociaux.

Autre victoire du patronat : la déjudiciarisation des licenciements, une très vieille revendication patronale se trouve ainsi satisfaite. Mais le plus important pour le Medef c'est que, *en cas de graves difficultés conjoncturelles*, dont la nature n'est pas définie dans l'accord, les salariés seront contraints d'accepter une baisse de salaire et/ou une augmentation du temps de travail contre un maintien de l'emploi. En cas de refus, ils seront licenciés sans possibilité pour eux d'ester en justice.

Si au moins ces renoncements étaient susceptibles d'*« inverser la courbe du chômage avant la fin 2013 »* ! Mais de nombreux observateurs confessent que ce ne sera pas le cas (1).

De toute façon, le fait que cet accord ne se traduise pas par la création d'emplois n'est pas essentiel. La victoire du patronat et de la CFDT, du gouvernement et de la droite, des organisations européennes et internationales ne réside pas dans le contenu de l'accord, mais dans le fait qu'il est un nouveau coin enfoncé dans le pacte social français. Après avoir salué l'*« audace »* des négociateurs, Éric Aubry, ancien conseiller social de François Fillon à Matignon, ne s'en cache pas (2) : cet accord « *n'est qu'une étape dans la*

*construction d'une flexisécurité à la française lancée à partir de 2003-2004.* »

D'autres étapes sont donc à venir qu'Hervé Boulhol, économiste de l'OCDE annonce d'ores et déjà : les complémentaires santé accroîtront le coût du travail ; il conviendra donc de les compenser prochainement par de nouvelles exonérations de cotisations sociales. Cette mesure, présentée comme la grande avancée de l'accord, est en fait une nouvelle attaque contre la Sécurité sociale. Autre pierre d'achoppement selon notre brillant expert : les droits rechargeables aux indemnités chômage n'inciteront guère les chômeurs à reprendre un emploi et pèseront sur les finances de l'Unedic. Enfin, l'accord n'irait pas assez loin sur la déréglementation des licenciements individuels. Sur ces deux points, il faudra surveiller de près la prochaine renégociation de la convention Unedic.

Enfin, le débat actuel sur le respect de l'accord par le Parlement pose problème. Pour les signataires et pour le gouvernement, l'accord doit être transposé dans la loi sans en changer une virgule. Pour les opposants (dont nous sommes), les parlementaires, qui sont censés se prononcer au nom de l'intérêt général, doivent avoir le dernier mot.

En cédant aux pressions du Medef et de la CFDT, François Hollande se dédierait une fois de plus, (3) nous y sommes habitués, mais il ouvrirait la porte à une pratique contraire à la démocratie parlementaire.

**Nicolas PALUMBO**

☒ (1) Voir en particulier « *Flexisécurité, vraie solution ou fausse bonne idée ?* », *La Croix* du 8 janvier 2013.

<http://www.la-croix.com/Archives/2013-01-08/Flexisecurite-vraie-solution-ou-fausse-bonne-idee-NP-2013-01-08-896793>

☒ (2) *Les Échos* - 16 janvier 2013.

(3) On peut lire dans la Feuille de route rédigée au lendemain de la grande conférence sociale de juillet que la révision constitutionnelle, promise durant la campagne électorale pour « *donner sa juste place à la démocratie sociale et au dialogue social* », « *n'aura pas pour vocation de définir un domaine réservé aux partenaires sociaux, excluant le rôle des pouvoirs législatif et réglementaire.* »

# L'Europe de 2017

**En proposant à ses concitoyens un référendum sur la sortie de l'Europe, David Cameron dit tout haut ce que beaucoup pensent. Mais il se trompe.**

L'Europe est née sous un double paradoxe : ceux qui prônaient une Europe intégrée - on disait alors supranationale - voulaient à tout prix que la Grande-Bretagne en soit membre alors même que celle-ci refusait tout abandon de souveraineté ; ceux qui au contraire voulaient une Europe des Nations s'opposaient à l'inverse à l'entrée de la Grande-Bretagne. On a fait ce procès au général de Gaulle : avoir l'Angleterre avec vous c'est justement la garantie que la souveraineté française ne se dissoudra pas dans une Europe apatride. Les Pays-Bas étaient alors les plus ardents à intégrer la Grande-Bretagne libre-échangiste et atlantiste. Les positions n'ont guère changé depuis les années soixante.

Nombreux sont ceux qui partagent les critiques adressées par le Premier ministre britannique au fonctionnement des institutions communautaires et qui souhaitent rapatrier sur les Parlements nationaux un ensemble de compétences dévolues à la commission de Bruxelles. La France et les Pays-Bas ont répondu négativement au référendum sur le traité européen en 2005. Si l'on en avait tenu vraiment compte, on aurait sans doute obtenu ce que recherche David Cameron avec sa renégociation et son référendum de 2017.

Le choix de la date n'est pas innocent. Cela a dû faire tilt chez deux présidents en titre :

Hollande et Obama. Le mandat du président français s'achève au printemps 2017 ; celui du président américain en janvier 2017 ! À croire que le chef des Tories anticipe un virage à droite dans les deux cas. Actuellement en effet, ces deux hommes bloquent les deux alternatives possibles à l'option européenne du Royaume-Uni : la *relation privilégiée* entre Washington et Londres existe toujours en théorie mais elle n'est pas un axe prioritaire d'Obama. Si le très europhile Phil Gordon, adjoint de Hillary Clinton pour l'Europe, s'est permis de rappeler à Londres que l'intérêt des États-Unis était que l'Angleterre reste dans l'Union européenne, c'est bien que Washington ne veut pas lui servir de bouée de secours, et que préférer de telles affirmations, hier scandaleuses (*cheval de Troie*), aujourd'hui ne coûte rien.

Cameron s'imagine qu'avec un autre Romney en 2017, la relation serait réchauffée. Il se trompe ; le couple franco-allemand en revanche a fêté allègrement ses cinquante bougies et, quels que soient les problèmes relationnels entre Hollande et Merkel, le renversement d'alliances n'est pas d'actualité. Cameron se trompe. Il faudrait la victoire des thèses de Marine Le Pen aux élections de 2017 pour que l'Allemagne cherche un allié de rechange à Londres. Entre-temps Cameron renforce la main de Merkel à l'intérieur et dans le jeu à 27.

Mais là où Cameron se trompe encore plus en parlant

comme il l'a fait, c'est sur son propre avenir et celui du Royaume-Uni. Certes jamais autant d'électeurs britanniques n'ont été eurosceptiques. Les grands groupes de presse portent leur part de responsabilité. La communication exécutable du trio de tête européen (dont une britannique, Lady Ashton) leur prête chaque jour le flanc. Mais c'est l'Europe à la française qui est globalement rejetée. La France, surtout socialiste, fait figure de contre-modèle. Or en choisissant de porter le débat sur l'Europe au lieu des choix économiques et sociaux, il solidifie les Européens autour de Paris au lieu de les en détacher. Mais surtout loin de rassembler autour du parti conservateur tous les anti-Européens, il court le risque de l'éclatement du parti, comme le parti libéral chuta sur le libre-échange au XIX<sup>e</sup> siècle. Le parti travailliste serait alors le recours et, à travers lui, l'Europe franco-allemande si elle tient bon.

Au-delà de l'unité de son parti, Cameron risque celle du Royaume : a-t-il oublié qu'il a concédé un référendum aux autonomistes écossais à l'automne 2014 ? Il vient de leur fournir un nouvel argument, puisque l'Écosse quoi qu'il arrive restera dans l'Union européenne. Et que fera l'Ulster, prise entre Irlande et Écosse ? En 2017, ce serait seulement le royaume d'Angleterre qui sortirait de l'Union. Encore que, puisque M. Cameron parle de souveraineté, la souveraineté soit précisément la plus européenne de tout son Royaume et qu'elle pourrait bien revenir en Écosse.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

◆ **GRANDE-BRETAGNE** – Le cliché communément répandu d'une souveraine potiche n'ayant qu'un rôle de représentation vient brutalement de s'effondrer. A la suite d'une décision de justice, au nom de la transparence, un document interne au gouvernement a été rendu public. Il révèle que la reine dispose d'un véritable droit de veto. Le consentement royal est ainsi requis avant que certains projets de loi relatifs aux intérêts du royaume ne soient soumis au Parlement. C'est ainsi que depuis le début de son règne (en 1952) la souveraine a été consultée à trente-neuf reprises. Même si l'on sait qu'elle a peu souvent exercé son droit, on voit qu'en 1999, au moment de la guerre en Irak, elle a, par exemple, mis son veto à un projet de loi qui visait à transférer du monarque au Parlement le pouvoir d'autoriser des frappes militaires.

◆ **SERBIE** – C'est en présence du Premier ministre Ivica Dacic et du prince héritier Alexandre qu'a été accueillie la dépouille de Pierre II, dernier roi de Yougoslavie, décédé en exil aux États-Unis en 1970. Le cercueil de l'ancien roi, recouvert du drapeau national serbe, a été conduit de l'aéroport de Belgrade jusqu'à la chapelle Saint-André du palais royal de Dedinje. Il sera enterré dans le mausolée familial à Oplenac lors d'une cérémonie en mai aux côtés d'autres membres de la famille royale dont les dépouilles vont également être rapatriées. Pierre II était arrivé au pouvoir à l'âge de 17 ans, en 1941, après un coup d'État ayant renversé le régent Paul, signataire d'un traité d'alliance avec l'Allemagne nazie. Peu après, le roi avait dû fuir le pays devant l'avancée des troupes allemandes et se réfugier en Angleterre. Après la fin de la guerre le régime communiste lui avait interdit de revenir dans le pays.

◆ **ESPAGNE** – Nouvelle « marque de distance » entre la famille royale et le genre du roi, Iñaki Urdangarin mari de l'infante Cristina, impliqué dans une vaste affaire de corruption : la page internet qui lui était dédiée sur le site officiel de la Maison royale a été supprimée. Déjà en décembre 2011, lors de l'éclatement de l'affaire il avait été écarté de toutes les cérémonies officielles et lors de son discours de Noël, le roi avait déclaré sans le nommer : « *chaque acte censurable doit être jugé et sanctionné selon la loi ; la justice est égale pour tous !* ».

◆ **BELGIQUE** – La reine Fabiola, âgée de 84 ans, veuve du roi Baudouin, a finalement décidé en la dissolvant de faire couper court aux polémiques qu'avait engendrées la création en septembre dernier d'une Fondation privée à laquelle elle avait choisi de léguer ses biens personnels. « *Ce geste me pèse beaucoup* », précise la reine, qui dit regretter que cette fondation ait suscité « *des incompréhensions et des réactions si négatives* ». « *J'en suis profondément atteinte* ».

# La puissance et surtout pas la gloire

M

**Martine Orange s'est imposée depuis quelques années comme l'une des journalistes les plus pertinentes en ce qui concerne l'économie et la finance, l'une des rares à mériter le titre de journaliste d'investigation. Déjà auteur d'un livre sur la banque Lazard <sup>(1)</sup> elle fait paraître à l'automne 2012 un ouvrage marquant sur l'autre grande banque d'affaires française, la mythique banque Rothschild. <sup>(2)</sup> Elle nous éclaire sur les liens pour le moins problématiques entre pouvoir politique et pouvoir économique.**

■ **Royaliste : Pourquoi un livre sur la banque Rothschild ?**

**Martine Orange :** D'abord parce qu'il y a une organisation capitaliste en France qui est assez originale par rapport aux autres pays. Nous sommes le seul pays au monde où il y a deux banques d'affaire, extrêmement puissantes qui sont le lien, le lieu de passage, le lieu de négociation entre le pouvoir politique et le pouvoir économique. Vous ne rencontrerez jamais cela dans les autres pays. Cela passe par d'autres canaux, comme des grandes banques (Deutsch Bank, Goldman Sachs) mais jamais avec des structures type Lazard ou Rothschild.

C'est aussi passionnant parce que s'intéresser à cette banque c'est revenir sur trente ans de ce que l'on a connu en France, de 1981 à aujourd'hui, ce grand mouvement de libéralisation qui a touché non seulement l'économie mais la société entière. Rothschild est devenu un acteur de plus en plus puissant dans cette situation.

■ **Royaliste : Commençons par 1981.**

**Martine Orange :** On croit que c'était une banque très riche mais en 1981, c'est une famille qui vit sur les vestiges du passé, qui a quelques participations ici et là, dans le nickel, le zinc, l'immobilier, le pétrole. Mais ils n'ont plus les moyens d'investir dans des industries très lourdes capitalistiquement. C'est une famille quasiment ruinée.

■ **Royaliste : Pourtant la banque va être nationalisée...**

**Martine Orange :** Dans le programme électoral de 1981, il avait été décidé de nationaliser le crédit en France. Le gouvernement fixe d'abord un premier niveau à 5 milliards de francs de dépôts. Mais Rothschild n'atteint pas ce niveau et n'est donc pas concerné, ce qui pose problème car c'est aussi un nom à résonance politique. Pour les communistes, il faut absolument qu'ils y soient, symbolisant les **200 familles**. On révisé le projet de loi en abaissant le seuil à un milliard. Rothschild est donc nationalisée. La famille et ses alliés clament : « *c'est catastrophique, on nous spolie, on nous assassine, c'est un complot politique.* »

On s'apercevra ensuite que finalement cela les a sauvés puisqu'ils seront dédommagés à hauteur de 500 millions de francs. Par la suite, l'État a dû recapitaliser abondamment toutes les participations dont il avait hérité et la banque qui était en perte. Finalement elle disparaîtra au milieu des années 1980.

■ **Royaliste : Que devient alors la famille ?**

**Martine Orange :** Une fois fait le partage entre les différents cousins, ils se retrouvent à quatre qui sont : Guy de Rothschild, le père, Alain l'oncle, David, fils de Guy et Éric, fils d'Alain. Ils se disent qu'il faut refaire une banque. Il y a un côté vengeance et en même temps la volonté pour les deux plus jeunes, de prendre leur revanche et de ne pas laisser s'arrêter l'histoire familiale, sans trop désavouer leurs pères qui ont commis erreur sur erreur à partir des années 60. Ils refondent donc une banque presque dans un placard avenue Georges V, puis avenue Matignon où ils resteront jusqu'en 2007 après avoir conquis tout l'immeuble partant d'un demi-étage. Se joignent à eux quelques an-

ciens employés de la banque qui avaient organisé avant la nationalisation la fuite de quelques actifs solides permettant de repartir. Ils n'ont pas grand-chose, 30 millions de capital, presque rien pour une banque. Mais ils ont leur nom qui compte beaucoup, c'est une famille très introduite dans les milieux artistiques et le Gotha mondain mais surtout dans les milieux politiques.

■ **Royaliste : Quelle forme va prendre ce soutien politique ?**

**Martine Orange :** Georges Pompidou a commencé à la banque Rothschild et il est passé directement à Matignon. Ses liens avec Guy ont toujours été extrêmement étroits. Les pompidoliens commencent à former une garde rapprochée autour de la famille en la présentant comme le bouc émissaire du gouvernement socialiste. En 1981, la droite s'est effondrée et c'est le moment où le pouvoir économique va prendre son indépendance. Jusqu'alors, il était encore très dépendant du politique. Le giscardisme était très interventionniste et ils profitent de son effondrement. D'autant plus que le RPR n'a plus les moyens de la République pour vivre et c'est le patronat et le monde économique qui assurent ses fins de mois. Deux hommes comptent beaucoup dans cet esprit de reconquête : Ambroise Roux, qui démissionne de façon théâtrale à la nationalisation de son groupe, la CGE. Cet homme veut vraiment incarner le pouvoir économique. À côté

de lui, quelqu'un va faire le lien avec le pouvoir politique, c'est Édouard Balladur.

Balladur connaît très bien les Rothschild puisqu'il les a fréquentés de façon très étroite dans l'ombre de Georges Pompidou. À la mort de ce dernier, il est écarté de la politique et trouve refuge près d'Ambroise Roux dans quelques sociétés, évidemment des sinécures. Cela lui donne un statut de directeur et tout ce qui va avec. Ces deux hommes vont bâtir le *libéralisme*, en allant chercher des hauts fonctionnaires au placard qui vont travailler pour eux et leur bâtir un programme de privatisations (Charles de Croisset, Philippe Jaffré et Jean-Marie Messier) et en prenant sous leur aile la toute petite structure Rothschild.

#### ■ Royaliste : Concrètement ?

**Martine Orange** : Ils lui amènent ses premiers clients, ça végète d'abord puis ça grandit. La banque commence à faire quelques petites opérations jusqu'au moment où, en 1986, la droite revient au pouvoir et Balladur est chargé des privatisations. Il y a alors huit personnes dans la banque et on va lui donner un mandat de prestige : le plus important à l'époque, la privatisation de Paribas, symbole du capitalisme français qui détient les plus grosses participations dans des groupes industriels et financiers.

Les privatisations, c'est Lazard qui en a donné le schéma notamment en participant à la privatisation de Saint-Gobain. Quand David et Éric voient ce qu'est devenu Lazard, ils veulent l'imiter. La banque que pratique Lazard se fait sans conseil, des montages financiers et juridiques, invente les fusions-acquisitions et OPA.

#### ■ Royaliste : Quelles conséquences de ce soutien pour la banque ?

**Martine Orange** : À ce moment là, tout le monde a noté qu'elle est la protégée de Balladur. Commence alors à se bâtir cette promiscuité entre le monde économique et le monde politique. Quand on veut avoir l'oreille de Balladur, il n'est pas mal de s'adresser à Rothschild pour plaider sa cause.

La banque prospère beaucoup. Édouard arrive, demi-frère de David, connu puisque propriétaire de *Libération*. Il

s'engage dans la banque, la développe beaucoup et embauche Alain Minc qui va l'aider pour avoir des mandats et se faire connaître. C'est un métier de contact, d'influence et de réseaux. Le souci, c'est que Minc est aussi conseiller chez Lazard. Situation typique du capitalisme français où tout est noué, tout est emmêlé. Notamment au moment de la bagarre autour de Suez pour ses actifs. Ce qu'on cherchait c'était la tirelire, le coffre-fort plutôt, pour l'accaparer et construire un grand groupe.

Tout cela dans le plus grand secret puisque comme vous le savez, nous avons un capitalisme transparent, irréprochable et formidable... Le flux d'affaires chez Rothschild ne s'était jamais tari après 1988, mais avec le retour de Balladur en 1993, il grossit de façon spectaculaire. C'est le moment où tout le mouvement économique parti en 1982 avec Ambroise Roux et Balladur pense qu'avec ce dernier à la tête, il a gagné, va prendre le pouvoir et imposer toutes les réformes qu'il veut de libéralisation : mise à bas des services publics, de la sécurité sociale, etc. Dans l'ombre, il y a quelqu'un de très actif : Nicolas Sarkozy.

Arrive la défaite de Balladur. C'est le drame pour lui et ses soutiens, mais Rothschild à ce moment-là se sent suffisamment puissant pour accueillir Bazire et Sarkozy. Le premier deviendra associé-gérant, le deuxième avocat d'affaire participant aux mandats de la banque. La plus spectaculaire opération est celle de La Défense. C'est le moment où la Générale des Eaux est en train de faire faillite. Messier est envoyé lâ-bas pour jouer les pompiers. L'immobilier est en pleine crise et le groupe ne peut plus faire face, il est alors propriétaire de plus du tiers du quartier. On demande à Bazire et Sarkozy de régler le problème en sachant que ce dernier est en même temps maire de Neuilly et conseiller général des Hauts-de-Seine.

#### ■ Royaliste : Outre ces liaisons dangereuses, l'activité de la banque n'est pas toujours une réussite ?

**Martine Orange** : Devenue puissante, elle attire des banquiers de renom, notamment un qui est considéré comme le

génie de la place de Paris à l'époque, François Henrot, ancien président de La Compagnie Bancaire, filiale de Paribas puis pendant huit jours président de France Télé-com. Il va devenir conseiller de Michel Bon, organiser la privatisation, les multiples rachats en Angleterre (Orange) et en Allemagne. Au bilan, ça se terminera en 2002, par une faillite extraordinaire et 60 milliards d'endettement. Henrot organise aussi la privatisation du Crédit Agricole, la bataille entre la BNP et la Société Générale autour de Paribas, qu'il perdra. C'est l'auteur du fabuleux montage EADS. L'État avait 100 % d'Aérospatiale et 50 % d'Airbus et 32 % du nouvel ensemble, alors que Matra qui pèse 5 milliards va en représenter 30 %. La France n'a même plus le droit de siéger au conseil d'administration.

#### ■ Royaliste : Et avec 2007 ?

**Martine Orange** : En 2007, Nicolas Sarkozy devient président. Alors, personne ne connaît ses liens avec la banque Rothschild. Elle devient toute puissante et envoie un de ses associés-gérants, François Pérol, comme secrétaire général adjoint à l'Élysée. Elle est au cœur du réacteur, au courant de tout. Pérol participe à toutes les grandes réorganisations financières. Il est au cœur de la crise bancaire. La banque est toujours derrière à souffler ses conseils.

David de Rothschild ne se vante jamais, mais les coups de téléphone avec Nicolas Sarkozy c'est quand il veut, comme il veut. Tous les politiques viennent à lui. C'est devenu pour le ministère des Finances et pour les inspecteurs des finances, un point de passage obligé. C'est aussi un lieu formidable de pantouflage. D'abord on y gagne extrêmement bien sa vie (entre 3 et 10



■ James de Rothschild (1792 - 1868) fondateur de la branche de Paris de la famille.

millions par an) et en même temps c'est une façon de rebondir comme on le veut, dans le privé ou le public, comme le fera Emmanuel Macron qui est maintenant secrétaire général adjoint de l'Élysée.

À cause de cela, les inspecteurs des finances ont toute complaisance avec les banques Rothschild et Lazard. Quand elles disent quelque chose, sur un montage financier, un montage de dettes, une privatisation, tout le monde agréé puisque de toute façon, on n'a pas envie de se fâcher avec ce qui pourrait être son futur employeur et pourrait vous apporter la fortune.

#### ■ Royaliste : En guise de conclusion ?

**Martine Orange** : C'est une description d'un capitalisme clanique, de connivence, de réseaux, d'échanges de services et de façon très discrète parce que c'est une famille qui a compris qu'il ne fallait surtout pas se montrer. Si on veut le pouvoir, le secret c'est : le secret.

#### Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

📖 (1) Martine Orange - « *Ces messieurs de Lazard* », Albin Michel, 2006, prix franco : 21 €. [Achat immédiat](#)

📖 (2) Martine Orange - « *Rothschild, une banque au pouvoir* », Albin Michel, 2012, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#)

# Opération Harmattan

**L'opération Harmattan est la contribution française à l'intervention militaire de 2011 en Libye. A son propos, le général d'armée aérienne Jean Fleury écrit dans un livre récent <sup>(1)</sup> : « La campagne aérienne au-dessus de la Libye... marque le seuil d'une ère nouvelle dans les relations internationales ».**

**L**e hasard des déménagements avait retardé de quelques mois ma lecture de l'ouvrage de l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air pendant la guerre du Golfe sur la crise libyenne paru en mars 2012. La surprise n'en fut que plus heureuse, car les réflexions que nous livrait alors le général Jean Fleury sur **la nouvelle donne géopolitique** n'en sont que plus appropriées à l'actualité immédiate.

Ce n'est pas par esprit corporatif que l'auteur célèbre les vertus de l'armée de l'air. Il est pleinement convaincant sur l'importance du fait aérien et la nécessité pour un pays comme la France de disposer d'une aviation d'un *niveau suffisant*. Il ne fait pas de doute non plus que l'Europe n'est pas aujourd'hui le cadre approprié à la conduite d'opérations intégrées. C'est nécessairement, en dépit de tous ses défauts, l'Alliance. Le propos est coutumier de la part des aviateurs, contrairement par exemple aux marins et aux terriens.

Mais l'ère nouvelle qu'entrevoit le général découle d'une autre considération : pour la première fois, l'armée de l'air concourait non à une guerre mais à *la responsabilité de protéger*. Quels que soient les soubresauts des printemps

arabes, devenus des automnes et peut-être des hivers, la préoccupation n'est pas la guerre mais la paix civile. À commencer par l'Afghanistan post-retrait que l'auteur compare à la Libye post-Kadhafi. Si dans cet ouvrage, le général Fleury ne parle pas de la Syrie, il s'est fréquemment exprimé depuis dans les médias sur le sujet (2). C'est fort des expériences libyennes qu'il a déconseillé une intervention militaire, notamment aérienne, compte tenu de l'arsenal syrien. Il convient néanmoins de se projeter dans l'avenir puisque de toute façon Assad tombera comme Kadhafi.

**La question est alors :** Comment réconcilier l'arme aérienne et la paix civile dans les nouveaux États qui seront issus des désordres actuels en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Égypte et en Libye ? Aider à la poser n'est pas le moindre mérite de ce livre même si l'on attend le prochain pour plus d'éléments de réponse.

**Yves LA MARCK**

📖 (1) Jean Fleury, « *Crise libyenne : la nouvelle donne géopolitique* », Éd. Jean Picollec, prix franco : 20 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Voir par exemple sa tribune dans *Le Monde* du 23 août 2012 : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/08/23/syrie-pas-d-intervention\\_17490823232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/08/23/syrie-pas-d-intervention_17490823232.html)

# L'histoire contre les fantasmes

**Trois spécialistes publient sur les services secrets une somme qui explique, à l'opposé des fantasmes courants, leur organisation, leurs moyens, leurs méthodes, leur évolution et les relations complexes qu'ils entretiennent avec le pouvoir politique.**

**R**oger Faligot, Jean Guisnel et Rémi Kauffer se sont entretenus avec les principaux acteurs de cette longue histoire - à commencer par Jacques Soustelle et le colonel Passy puisque tout commencé avec le Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Ils ont lu des milliers de documents confidentiels, recoupé d'innombrables éléments, dissipé bien des rumeurs pour, enfin, publier cette histoire des services secrets (1) riche en révélations mais surtout en analyses et en descriptions techniques.

Brouillées par le cinéma et par les romans d'espionnage (2), nos opinions et impressions sur les services secrets sont souvent datées : les références courantes remontent à la décolonisation et à la guerre froide alors que nous sommes entrés voici une vingtaine d'années dans un autre monde. Les techniques ont changé - pensons aux satellites de plus en plus performants - l'organisation du renseignement et de l'action extérieurs a été profondément modifiée et, surtout, les adversaires ne sont plus du tout les mêmes : après les Soviétiques, ce sont les réseaux terroristes islamistes, les guérillas djihadistes, les espions économiques qui menacent notre pays. Deux données ne changent pas :

- les services français (DGSE, Direction du Rensei-

gnement militaire) doivent développer une activité mondiale, car leurs observations et leurs actions sont requises, à des degrés divers, sur tous les continents ;

- les relations entre ces services et l'autorité politique est complexe, parfois conflictuelle et dépend de l'attitude - et des préjugés - du président de la République. Certains méprisent les services, d'autres ignorent leurs avertissements, quitte à leur reprocher de n'avoir rien vu venir !

Bien entendu, les services commettent des erreurs et subissent des échecs mais ils demeurent indispensables à la prise de décision politique, à la protection du territoire national - car il faut une défense de l'avant - et à la préservation de nos intérêts à l'étranger. Ne l'oublions pas : plus de deux cents agents - leurs noms sont publiés à la fin du livre mais la liste est incomplète - sont morts au service secret de la France entre 1945 et 2012.

**Jacques BLANGY**

📖 (1) Roger Faligot, Jean Guisnel & Rémi Kauffer - « *Histoire politique des services secrets français de la Seconde Guerre mondiale à nos jours* », La Découverte, 2012, prix franco : 28 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Pas tous ! Les S. A. S. de Gérard de Villiers sont parfois recommandés par les diplomates et valent souvent mieux que les articles de certains *grands* journalistes parisiens.



# La crise sans fin ?

**L**a notion de crise est sans doute la plus présente à nos débats et à nos obsessions quotidiennes. C'est bien sûr la crise économique et financière qui, ces dernières années, nous a plongés dans un climat psychologique d'incertitude et de malaise, mais tout nous indique que le problème est beaucoup plus général puisqu'il implique le tout de la vie sur une planète globalisée et bouleversée. Partout l'indétermination bouscule les déterminations structurantes, et l'on peine à imaginer un nouvel ordre dès lors que seul le désordre semble présider à toutes les évolutions. Nous n'avons même plus en avant de nous les utopies qui donnaient sens aux périodes de transition et de violence, parce que la modernité a perdu, avec sa boussole, son Nord magnétique. À l'ère de ce qu'on appelle post- ou ultra-modernité ce sont toutes les téléologies (les doctrines fondées sur une finalité de l'histoire humaine) qui ont explosé en vol. Il n'y a plus de philosophie de l'histoire, parce que le temps n'est plus le vecteur obligé du progrès. Même si la puissance faustienne de la science et de la technique persiste, ce n'est plus en fonction d'un projet commun ordonné mais de volontés de puissance erratiques.

Tout cela que nous ressentons plus ou moins confusément, il fallait bien qu'un regard philosophique s'en empare pour en percevoir et mesurer l'amplitude et la signification. Myriam Revault d'Allonnes était d'autant plus préparée à cette tâche qu'elle se situe intellectuellement au cœur des interrogations de la philosophie politique contemporaine, dont elle analyse sans relâche les remous internes, à l'épreuve des énigmes qui ne cessent d'apparaître sur la scène sociale. Sa discipline propre ne la laisse pas sans moyen d'investigation pour saisir la complexité du phénomène. Ce n'est pas rien d'avoir toute la mémoire philosophique derrière soi, même si cette mémoire se trouve happée par l'inconnu. L'historienne de la pensée peut saisir les différences significatives entre les époques, y compris celle de la Grèce classique où la *krisis* associe la sémiologie médicale à la phase du jugement et de la décision. L'ambivalence du concept joue en faveur de la positivité, car de la maladie on peut émerger à nouveau vers la santé. De l'incertitude d'une situation qui se défait ou se détériore peut jaillir le jugement salvateur qui va permettre le rebond et le renouveau. Mais justement, la différence la plus marquante avec aujourd'hui tient dans le fait que désormais la crise phagocyte le diagnostic et la décision, car elle est sans fin. Notre philosophe parle ainsi d'un temps sans promesses, au rebours des lendemains qui chantent. C'est à ce point que même les forces du changement font preuve d'une étrange impuissance à agir sur le cours des choses. On désigne comme une « *immobilité fulgurante* » cette situation où « *tout semble changer de manière frénétique alors qu'en réalité rien ne bouge dans un monde pétrifié et immobile.* » La dévalorisation du politique n'est pas pour rien dans ce sentiment de l'inexorable. La puissance publique est devenue purement réactive : « *Réaction aux mouvements des marchés financiers, aux bouleversements écologiques, aux mutations sociétales et culturelles.* »


par Gérard Leclerc



On ne saurait attribuer la cause de tels processus aux seuls déterminismes externes, ceux qui induisent l'accélération des phénomènes et la folle pulsion des circuits financiers. C'est la modernité elle-même qui s'est livrée à sa course aveugle, en dissolvant tous les repères de la certitude : « *Cette dissolution se traduit par une triple rupture ou une triple crise : crise des fondements, crise de la normativité, crise de l'identité.* » Claude Lefort a été le théoricien le plus conséquent d'une démocratie à jamais incertaine et indéterminée. C'était la conséquence du refus d'une tradition normative et d'une sorte de terreur théologique médiévale (dont il y aurait lieu de discerner la réelle portée au-delà des fantasmes). Mais Tocqueville l'avait déjà compris : « *La trame des temps se rompt à tout moment et le vestige des générations s'efface. On n'oublie aisément ceux qui nous ont précédés, et l'on n'a aucune idée de ceux qui nous suivront. Les plus proches seuls intéressent.* »

Il ne faudrait pas conclure de tout cela que Myriam Revault d'Allonnes s'enferme elle-même dans le désenchantement et la résignation. Déjà s'efforcer de penser une question difficile, c'est la défier en refusant de se laisser aller à un face-à-face hypnotique. D'ailleurs les ressources philosophiques ne manquent pas pour surmonter la difficulté considérable qui consiste à briser cette sorte de *cage d'acier* qu'impose la crise sans fin. Mais ce n'est pas vers un dénouement qu'elle se dirige, c'est plutôt une posture morale qu'elle préconise. À l'image d'un Michel Foucault, qui entendait « *prendre une certaine attitude à l'égard de ce mouvement perpétuel, tenter de ressaisir ce qu'il y a d'éternel dans le moment présent.* » Cela m'a remis en tête le portrait que son ami Paul Veyne avait fait de l'auteur des *mots et des choses*, comme d'un samouraï d'un style inédit qui voulait créer un style et donc une esthétique personnelle à l'encontre d'un nihilisme existentiel : « *Être moderne, ce n'est pas s'accepter soi-même tel qu'on est dans le flux des moments qui passent ; c'est se comprendre soi-même comme objet d'une élaboration complexe et dure.* » L'intérêt de Foucault pour Baudelaire serait à reconsidérer, car c'est le poète qui s'est le plus résolument confronté aux apories de la modernité, dans une attitude critique où il se retrouvait plus proche des réactionnaires que des révolutionnaires du XIX<sup>e</sup> siècle.

Mais déjà avant la Seconde Guerre mondiale, il y avait eu la protestation d'Edmund Husserl se refusant d'acquiescer à l'écrasement positiviste. C'était un sursaut à l'encontre de la réification du monde pour retrouver la valeur de l'existence humaine. C'est dans cette même ligne qu'il faut recevoir une autre référence importante de Myriam Revault d'Allonnes : Hannah Arendt, qui conclut d'ailleurs significativement cette réflexion. L'intérêt de cette interprète majeure du XX<sup>e</sup> siècle est d'avoir tenu ferme sur l'exigence philosophique qui ne saurait nous retrancher de l'héritage patrimonial, tout en ne fuyant pas les ruptures qui font que ce monde est toujours déjà hors de ses gonds ou sur le point d'en sortir. Il s'agit de prendre très au sérieux cette perturbation qui remet tout en cause, en tentant d'apporter des réponses inédites à élaborer dans la peine. C'est qu'il y a sans aucun doute une formidable chance à se retrouver démuné devant un tel obstacle qui oblige à découvrir les profondeurs inattendues d'une question qui désorienté les réponses et suscite une telle aventure de l'esprit. L'idée de crise est donc à reprendre de toutes les façons, pas forcément conceptuelles, car grâce au détour des métaphores nous sommes renvoyés à sa complexité la plus rebelle à partir de notre expérience toujours problématique. ■

📖 Myriam Revault d'Allonnes - « *La crise sans fin - Essai sur l'expérience moderne du temps* », Seuil, prix  franc : 21 €.

# Un jardin en Provence

**Le réalisateur Gilles Bourdos remonte le temps pour s'arrêter sur les instants où le pinceau d'Auguste Renoir jette ses derniers feux, avant que son fils Jean ne découvre sa vocation. *Renoir*, un film à ne pas manquer.**

**D**édée, jeune femme délurée, demande son chemin. Coco, le dernier-né des Renoir, lui indique la direction du domaine des Collettes, un jardin qui plonge dans la Méditerranée. Nous sommes en 1915. Auguste Renoir (Michel Bouquet), cloué dans le fauteuil dont il renonce à s'extraire, jette ses dernières forces dans sa peinture, le corps martyrisé par une polyarthrite. Son fils Jean, le futur cinéaste, revient au domaine avec une blessure récoltée au front. Dans la maisonnée, sur laquelle plane la disparition de Madame Renoir, s'agite un petit monde, bruisant de petites et de rivalités, de servantes qui furent modèles et parfois maîtresses...

C'est là que par un beau matin débarque Andrée, surnommée Dédée (Christa Theret), jeune femme au blond vénitien et aux formes onctueuses. Le revêche Renoir, séduit, l'engage dans un ultime appel de la vie. Elle sera son dernier modèle. En convalescence, Jean (Vincent Rottiers) ne sait pas encore ce qu'il fera de sa vie si la Faucheuse l'épargne. Et ce qui devait arriver... arrive. C'est Andrée Heuschling qui poussera Jean vers le cinéma. Elle sera la vedette de son premier long métrage sous le nom de Catherine Hessling.

On ne décrit pas pour la centième fois le talent de Mi-

chel Bouquet, ce taiseux qui n'a pas besoin de parler pour s'exprimer. Il ne rentre pas dans la peau de Renoir, il est Renoir. Quant à Christa Theret et Vincent Rottiers, ils sont jeunes, ils sont beaux, du talent à revendre et jouent toutes les notes justes sur le clavier des sentiments. Thomas Doret plante avec justesse un Coco (Claude Renoir), jeune sauvageon mal dans sa peau. Romane Bohringer fait une belle apparition dans le rôle de Gabrielle Renard, une ancienne muse et domestique, licenciée par feu Madame Renoir qui avait ses raisons...

Entre un jardin en Provence, des pique-niques au bord de rivières claires et fraîches, une pêche au lamparo - un superbe moment -, le réalisateur Gilles Bourdos nous livre un film impressionniste - tant pis pour le cliché, il est trop vrai - sur ces moments suspendus où tout va basculer, dans la lumière dorée de la Méditerranée et les ombres bleutées du crépuscule. Derrière les chefs-d'œuvre, ceux qui prennent forme sous nos yeux ou ceux qui vont advenir, se dissimule, parée de la beauté, l'illusion du bonheur et la trivialité du quotidien (ces douleurs, ces pansements que l'on change...).

La musique d'Alexandre Desplat décrit ces moments d'une autre et belle manière.

Alain SOLARI

# Riche idée !

**Faire sauter le système financier, le prendre à son propre piège et le liquider avec ses propres armes, voilà qui est tentant. Flore Vasseur en livre la recette dans son livre, maintenant en poche : « *Comment j'ai liquidé le siècle.* » <sup>(1)</sup>**

**B**eaucoup en rêvent, le héros de cette histoire l'a fait. Réduire en petit bois les arbres du système financier international, le rendre fou pour qu'il s'auto-détruise. Voilà l'argument de ce livre qui avait connu un grand succès en 2010 et qui est maintenant disponible en édition de poche. Pierre est l'archétype de ces éléments brillants, issus des meilleures écoles françaises et qui sont allés peupler les salles de marchés à partir des années 1980. Ce sont eux qui ont inventé les produits dérivés, ces véhicules financiers qui ont permis aux opérateurs de faire tout, et surtout n'importe quoi sur la planète finance avec les brillants résultats que l'on sait.


Mais voilà qu'un jour Pierre est convoqué par une dame qu'il ne connaît pas mais qu'il sait être l'un des principaux gourous du système. Membre de structures internationales troubles et pivot d'un monde qu'elle a fini par détester, elle lui confie sur une clé USB un programme, à charge pour lui de le faire entrer dans les ordinateurs qui font le marché pour le détruire. Les intentions de la dame ne sont pas très nettes et longtemps notre héros va hésiter. Son dégoût du système et le retour sur terre consécutif à de graves soucis personnels et familiaux vont le pousser, après bien des hésitations, à utiliser ce programme et à faire le nécessaire pour que d'autres en fas-

sent de même **vérolant** d'un seul coup l'intégralité d'un système totalement intégré.

On peut n'être pas partisan de la politique du pire et considérer néanmoins l'idée comme lumineuse, à partir du moment naturellement où le résultat obtenu n'est pas exactement celui que recherchaient ses promoteurs et que je vous laisse le plaisir de découvrir. Plaisir parce que cet ouvrage a tout du roman à suspens, extrêmement bien mené, bien écrit, de la catégorie de ceux que l'on a grand peine à lâcher une fois qu'on l'a ouvert. La description du milieu est sans tendresse, les rapports humains cruellement décortiqués et la mentalité d'un monde qui nous opprime s'y révèle moins binaire qu'on pourrait le croire.

Scénario parfait pour un film éclairant et certainement à succès, l'œuvre de Flore Vasseur donnera des frissonnements d'aise à tous ceux qui pensent que les dégâts provoqués par la finance mondialisée méritent une solide punition. Se trouvera-t-il un Pierre qui reposant les pieds sur le sol fera ce travail ? Tant il est vrai que l'on n'est jamais aussi efficace pour lutter contre un système que lorsqu'on en fait partie.

Paul DUCADRE

(1) Flore Vasseur - « *Comment, j'ai liquidé le siècle* », Éditions des Équateurs 2010. Réédition J'ai lu, 2012, prix franco : 9 €. 

## CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande ou téléchargeable sur notre site internet)**.

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "**L'unité de la nation française**" et, d'autre part, "**Politique militaire de la France**".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

**Si vous partagez nos objectifs**

**Adhérez à la NAR !**

Formulaire sur demande ou en ligne  
<http://narinfo.voila.net/Adherer.htm>



## Porte-clé fleurdelysé

diamètre 30 mm  
attache de qualité  
fabrication du maître-médailleur  
Martineau

Prix franco : 8 €

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet :  
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)  
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :  
**Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## Campagne de promotion

Utilisez nos autocollants publicitaires pour *Royaliste*



De format 99x38 mm très visible (imprimés en noir sur fond jaune)

Vendus par planche de 14

Tarif :

- **1 planche** 1 € franco
- à partir de **2 planches** : 0.70 € franco la planche
- Le lot de **10 planches** : 6 €

## ABONNEMENT - ESSAI

*Royaliste* ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 3,80 €.

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

**ATTENTION : Changement de programme.** La conférence de Jacques Julliard qui avait été programmée pour le 6 février a été reportée au 27 février.

● **Mercredi 6 février** - La forte médiatisation qui entoure certains « *exilés fiscaux* » pose le problème du rapport entre « *les élites françaises et la nation* ». Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau : l'attitude de certains nobles à

l'égard de la monarchie capétienne, puis la vague d'émigration qui a été provoquée par la Révolution française sont des phénomènes qui continuent de faire débat. **Pascal BEAUCHER** et **Bertrand RENOUVIN** souhaitent reprendre la discussion sur le rôle de la noblesse avant 1789 puis s'interroger sur le rôle des nouvelles élites à l'âge démocratique.

Cette question est aujourd'hui cruciale : l'idéologie de l'oligarchie est clairement supranationale et certains membres des hautes classes vivent en divers lieux au rythme du capitalisme mondialisé et par conséquent en complète rupture avec le peuple français. Il conviendra de s'interroger sur la forme politique et sociale que prendra cette rupture et sur la violence qu'elle pourrait engendrer.

**Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)**

## DÉSTOCKAGE

Dans le cadre de nos opérations de déstockage nous vous proposons aujourd'hui un certain nombre de numéros du *Lys rouge* à prix bradés (2,50 € le numéro)

**Numéro 49** - (revue 32 p.) : Éditorial : *Lilium et tritium repens* - Témoignage sur François d'Orléans - Lecture : Des royalistes dans la Résistance - Les trois lys (étude sur les *Lys rouge*) : le *Lys rouge* de Jean-Marc Bourquin, le *Lys rouge* de Christian Masson, "Les" *Lys rouge* de la Nouvelle Action Royaliste - Hommage au défunt comte de Paris - Revue de presse : Maroc et Jordanie, la transmission - Les monarchistes italiens - La Corse : débat avec un militant autonomiste.

**Numéro 50** - (revue 28 pages + une brochure de 36 p) - Éditorial : Quelques excuses... - **Dossier : Autour du comte de Paris** - Le « Centre d'études et de documentation » (1945-1947) - La mort du prince François de France - Bruno Goyet : le comte de Paris (conférence et débat) \* - Hommage à Honoré d'Estienne d'Orves - Le château d'Agimont - Monarchistes italiens - *Samedi-revue* et la « Jeunesse royaliste » - La leçon d'histoire de la princesse Chantal de France - Fac-similé de la brochure de 1947 « Une institution, un homme ».

**Numéro 51** - (revue 44 pages) - Éditorial : Un *Lys* de qualité - Le Prince de tous les possibles : Le *Courrier royal* - La pensée de la *Jeunesse royaliste* (1893-1900) - Lieu de mémoire : Le Bœuf à la mode - \* **Dossier Portugal** : Chronologie 1908-1926 - Biographie des acteurs - Histoire des royalistes depuis la chute de la monarchie - Portrait d'un Juste (Aristides de Souza Mendes) \* - Elisabeth II, 50 ans de règne - Uchronie : l'avènement de Henri V.

**Vous avez reçu ce journal gratuitement ?**

**Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?**

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)  
ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# La guerre au Mali

L'Armée française est engagée au Mali dans une guerre qui est la suite de celle menée en Libye, la chute de Tripoli ayant entraîné la déstabilisation de plusieurs pays africains. Cette intervention nécessaire est justifiée par la résolution 2085 du Conseil de Sécurité : celle-ci décrit une « grave menace » sur la population du Mali ; elle autorise une force internationale à aider les Forces armées maliennes à reprendre le nord du pays.

Soutenus par les autorités maliennes, nos soldats combattent en toute légitimité et légalité, quoi que puissent en penser ceux qui tentent toujours de prendre la France en flagrant délit de néocolonialisme. Il était indispensable et urgent d'arrêter la progression des djihadistes vers Bamako et d'apporter à l'armée malienne une aide décisive pour la reconquête du terrain perdu. Il est clair que la France veut permettre la restauration de la souveraineté de l'État sur l'ensemble du Mali, sans intervenir dans le règlement négocié des conflits internes du pays.

Par ailleurs, je ne suis pas seul à souligner que l'Armée française défend au Mali la pratique de l'islam traditionnel contre les fanatiques inspirés par l'Arabie saoudite. Ce fait mériterait d'être médité par nos concitoyens qui diabolisent la religion musulmane comme par nos dirigeants politiques qui n'osent pas nommer les groupes que nous combattons en Afrique. A la manière des néoconservateurs américains, François Hollande et les membres du gouvernement invoquent la « guerre contre le terrorisme » qui implique la des-

truction totale de l'adversaire. Ces *éléments de langage* sont stupides. Le terrorisme est une technique, contre laquelle les moyens militaires classiques sont inefficaces (1). Nos soldats sont confrontés à des guérillas djihadistes et il n'est pas impossible que certaines négocient un accord, comme cela semble s'esquisser. En ce cas, comment expliquer qu'on engage des discussions avec des « terroristes » voués voici peu à l'élimination ?



Surtout, l'approbation de l'opération Serval ne saurait conduire à la glorification de François Hollande, devenu grâce à maintes plumes serviles un chef de guerre paré de toutes les vertus. Face à la menace djihadiste, le président de la République avait déclaré le 27 décembre que le temps des interventions françaises était révolu, au lieu de placer face aux groupes djihadistes un dispositif militaire susceptible de les dissuader de toute offensive (2). Encore une fois, les impératifs imbéciles de la communication - à l'égard d'une opinion publique qui a d'autres inquiétudes - l'ont emporté sur les nécessités stratégiques. Il est heureux que nos soldats puissent réparer rapi-

dement les effets de cette bévue, coûteuse à tous égards.

Les qualités de l'Armée française prouvent que la France est capable d'agir - en l'occurrence avec des États et des contingents africains - sans s'insérer dans un dispositif occidental, sans se placer sous l'égide de l'Otan. Quant à la solidarité européenne, elle s'est limitée à quelques messages d'encouragement et c'est bien ainsi : nos voisins européens n'ont ni les moyens, ni l'expérience, ni la volonté nécessaires à la guerre qui doit être menée en Afrique, pour les Africains. Il n'y a pas, il n'y aura pas de « défense européenne » à l'échelle de l'Union moribonde.

Il ne nous est pas possible de prévoir la suite des opérations, qui seront longues et périlleuses. Mais une exigence se confirme et se précise. A moins de renoncer à son rôle dans le monde, la France sera obligée de mener dans l'avenir de nombreuses opérations militaires extérieures, seule ou avec d'autres nations. Il est donc essentiel que nos soldats disposent de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. Trop de matériels ont vieilli sans être remplacés, trop d'éléments manquent dans notre équipement. La nation française a besoin d'un budget en forte expansion afin que nous puissions recruter plus d'hommes et moderniser l'ensemble de leurs matériels. On ne fait pas d'économies sur une armée qui combat.

**Bertrand RENOUVIN**

📖 (1) Cf. l'article de Jean Dominique Merchet, dans *Marianne* du 14 janvier 2013. [http://www.marianne.net/La-guerre-contre-le-terrorisme--version-Francois-Hollande\\_a225780.html](http://www.marianne.net/La-guerre-contre-le-terrorisme--version-Francois-Hollande_a225780.html)

📖 (2) Cf. l'article du colonel Goya : « L'opération Serval ou l'échec de la dissuasion » publié le 19 janvier sur le blog *La Voix de l'Épée* : <http://lavoiedelepee.blogspot.fr/>